

100^e anniversaire de la mort de Lafargue

Forces et faiblesses du mouvement ouvrier français au 19^e siècle



Jenny, et Laura Marx



Paul Lafargue

Il y a 100 ans, Paul Lafargue, à près de 70 ans, et sa compagne Laura Marx, choisirent de se suicider pour ne pas subir « *l'impitoyable vieillesse* ».

Lafargue fut successivement militant de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT, 1^e Internationale), communard, fondateur du premier parti ouvrier de ce pays, le Parti ouvrier (PO) ouvertement communiste, fondateur de l'Internationale ouvrière (IO, 2^e Internationale) et fondateur du Parti socialiste SFIO.

Tout au long de cette vie bien remplie, Paul Lafargue écrivit de nombreux articles et brochures pour défendre, auprès des travailleurs, la théorie de leur émancipation, le matérialisme historique et la critique de l'économie politique marxiste, tels qu'il les comprenait.

Évidemment, le PS d'aujourd'hui ne se réclame guère de Lafargue. Raison de plus pour rappeler qui fut ce combattant de la cause ouvrière, de la révolution, de l'internationalisme.

JEUNESSE ET RENCONTRE AVEC MARX

Paul Lafargue naît aux Antilles, à Santiago de Cuba, en 1842 sous le nom de Pablo Lafargue. Son père est un tonnelier, issu d'un mariage entre un colon français de Saint-Domingue (aujourd'hui Haïti) et une métisse. Sa mère est fille d'un planteur juif français uni à une Amérindienne de Jamaïque. Plus tard, ses traits physiques valurent à Lafargue d'être traité de « nègre » par les députés réactionnaires à l'Assemblée nationale ; mais au sein de l'AIT et de l'IO sans patrie ni frontières, il était chez lui.

Les parents Lafargue s'installent à Bordeaux en 1851. Pablo devient Paul, qui parle français et espagnol. Plus tard, il apprendra l'allemand. Étudiant en médecine à Paris, il se révolte contre les inégalités et l'obscurantisme, s'intéresse à Proudhon et rencontre Auguste Blanqui, alors exilé en Belgique. C'est lors d'un congrès d'étudiants à Liège qu'il fait ses premières armes. Pour anticléricalisme et « *injure au drapeau tricolore* », il est

alors radié de l'Université de Paris. En accord avec ses parents, il part poursuivre ses études en Grande-Bretagne où il obtient un diplôme de chirurgien. Lors de ce séjour à Londres, il rencontre Karl Marx.

J'avais alors 24 ans. De toute ma vie, je n'oublierai l'impression que fit sur moi cette première rencontre. Marx était souffrant et travaillait au premier volume du « Capital » qui ne parut que deux ans plus tard, en 1867. Il craignait de ne pouvoir mener son œuvre à bonne fin et accueillait toujours les jeunes avec sympathie, car, disait-il, « il faut que je prépare ceux qui, après moi, continueront la propagande communiste ». (Paul Lafargue, *Souvenirs personnels sur Karl Marx*, 1890, Archive internet des marxistes)

Le jeune homme finit par se débarrasser de son proudhonisme. Il fait aussi la connaissance des trois filles de Karl Marx et Jenny von Westphalen : Jenny, Laura et Eleanor. En 1867, Laura épouse Paul. Friedrich Engels est le témoin de Lafargue et aidera financièrement le couple jusqu'à sa mort. Celui-ci part s'installer à Paris, où sa vie est difficile : Paul Lafargue ne peut exercer la médecine, à cause de son diplôme étranger. Leur deuxième enfant meurt en bas âge.

LA COMMUNE DE PARIS

Laura Marx et Paul Lafargue militent dans l'AIT. Lors de la guerre de 1870, leur maison est réquisitionnée à Levallois. Le couple part à Bordeaux d'où il diffuse les circulaires de l'AIT rédigées par Marx, défend la Commune de Paris, milite pour l'étendre en province. Lors d'un voyage à Paris en avril 1871, Lafargue voit comment la classe ouvrière a constitué son propre gouvernement. Il défendra cette perspective toute sa vie :

La force brutale et compressive (armée, police, magistrature, système pénitentiaire, etc.) dont se



Paris, 1871

*servent les classes régnautes, croît à mesure qu'elles deviennent plus inutiles et que la classe opprimée grandit et accentue son antagonisme. La classe inférieure ne peut effectuer son émancipation qu'en détruisant la force intellectuelle et la force brutale de la classe régnaute ; qu'en faisant précéder la lutte à main armée par une campagne théorique préparatoire. (Paul Lafargue, *Le Matérialisme économique de Karl Marx*, 1884, Archive internet des marxistes)*

Poursuivis par la police française après la semaine sanglante et l'exécution de 20 000 communards parisiens, les Lafargue passent en Espagne. Leur troisième enfant meurt à l'âge de 6 mois. À Barcelone et à Madrid, Paul et Laura luttent contre la tendance anarchiste de l'Internationale.

L'écrasement de la Commune de Paris ouvre une période de réaction, de recul de la classe ouvrière européenne et sonne le glas de l'AIT. Les syndicalistes britanniques la quittent et l'affrontement entre le Conseil général et la fraction secrète de Bakounine s'intensifie.

Paul et Laura Lafargue participent, avec Marx et Engels, au dernier congrès de l'AIT à La Haye en septembre 1872. Les anarchistes dirigés par Bakounine et Guillaume sont exclus, l'AIT est mise en veille. Les bakouninistes ont surtout de l'influence dans les pays européens qui étaient à l'époque les moins avancés, comme l'Espagne. En juillet 1872, les Lafargue perdent leur premier fils. En octobre 1872, Paul et Laura s'installent à Londres, comme nombre de communards.

« LE DROIT À LA PARESSE »

Paul et Laura entreprennent d'aider à la construction d'un parti révolutionnaire en France. Pour cela, Paul Lafargue multiplie brochures et articles. Il correspond avec ceux qui prennent contact avec Marx et Engels, comme Jules Guesde, un ancien bakouniniste, fondateur de l'hebdomadaire *L'Égalité*. Laura Marx traduit en français le *Manifeste du Parti communiste*. Le couple est aussi à l'origine d'une brochure qui connaîtra un grand succès, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, qui reprend des extraits du copieux ouvrage d'Engels, *L'Anti-Dühring*.

En 1880, *L'Égalité* publie un texte de Lafargue, *Le Droit à la paresse, réfutation du « droit au travail » de 1848*. Condamnant toutes les idéologies des classes dominantes — religion, patriotisme, racisme... — Lafargue s'en prend particulièrement au culte du travail prôné pour les autres par la classe capitaliste, la seule à jouir de loisirs à l'époque. À l'exploitation capitaliste, Lafargue oppose la société communiste qui verra le prolétariat bénéficier de loisirs, avoir du temps pour paresser.

Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales

*qui, depuis des siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. Au lieu de réagir contre cette aberration mentale, les prêtres, les économistes, les moralistes, ont sacro-sanctifié le travail. (Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, in *Paresse et révolution*, Tallandier, 2009, p. 51)*

Plus loin, il rappelle que le « créateur » de la religion chrétienne ne travailla pas toute sa vie.

*Jéhovah, le dieu barbu et rébarbatif, donna à ses adorateurs le suprême exemple de la paresse idéale ; après six jours de travail, il se reposa pour l'éternité. (Le Droit à la paresse, in *Paresse et révolution*, p. 54)*

Comprenant que le profit est le seul but des capitalistes, il explique que le chômage et l'exploitation n'ont qu'un responsable : le capital.

*Si les crises industrielles suivent les périodes de surtravail aussi fatalement que la nuit le jour, traînant après elles le chômage forcé et la misère sans issue, elles amènent aussi la banqueroute inexorable. Tant que le fabricant a du crédit, il lâche la bride à la rage du travail, il emprunte et emprunte encore pour fournir la matière première aux ouvriers. Il fait produire, sans réfléchir que le marché s'engorge et que, si ses marchandises n'arrivent pas à la vente, ses billets viendront à l'échéance. (Le Droit à la paresse, in *Paresse et révolution*, p. 67)*

Dans sa conclusion, Lafargue invite les prolétaires à la révolte pour bâtir une société permettant l'épanouissement de tous et toutes.

*Mais pour qu'il parvienne à la conscience de sa force, il faut que le prolétariat foule aux pieds les préjugés de la morale chrétienne, économique, libre penseuse ; il faut qu'il retourne à ses instincts naturels, qu'il proclame les Droits de la paresse, mille et mille fois plus nobles et plus sacrés que les phthisiques Droits de l'homme, concoctés par les avocats métaphysiciens de la révolution bourgeoise ; qu'il se contraigne à ne travailler que trois heures par jour, à fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit. (Le Droit à la paresse, in *Paresse et révolution*, p. 69-70)*

Certes, l'ouvrage est inférieur aux textes de Marx sur la question, notamment *L'Idéologie allemande* de 1845 et la *Critique du programme de Gotha* de 1875, mais *Le Droit à la paresse* rencontre un écho mondial. En France, il a été réédité à 27 reprises depuis 1880, dont 3 fois en 2009.

Y compris ceux qui vivent grassement du travail des autres le savent toujours d'actualité. La preuve, ils



réclament que les producteurs le remettent sur une étagère et s'activent à suer la plus-value :

Paul Lafargue, dans son livre Le Droit à la paresse, recommande à l'homme de ne travailler que trois heures par jour... Cessons d'opposer les riches et les pauvres comme si la société était irrémédiablement divisée en deux clans... La France est un pays qui pense. Il n'y a guère une idéologie dont nous n'avons fait la théorie. Nous possédons dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé maintenant. Retroussons nos manches. (Christine Lagarde, Présentation du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, 10 juillet 2007)

LA FONDATION DU PARTI OUVRIER

En octobre 1876, plusieurs corporations ouvrières forment un Congrès ouvrier à Paris. C'est le premier pas d'un regroupement prolétarien après la répression contre la Commune. Toutes les tendances issues de l'AIT participent au congrès suivant du Parti ouvrier. À Marseille, en octobre 1879, Jules Guesde fait adopter une orientation d'indépendance de classe au Parti ouvrier. La participation aux élections est décidée. Le programme à défendre est écrit à Londres, par Guesde, Lafargue, Engels et Marx. Il est adopté au congrès du Havre en 1880 :

Considérant que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race, que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils sont en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.), qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir : la forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ; la forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct ; qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé en d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation.

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections...

Suivent les revendications : l'abolition des armées permanentes et l'armement du peuple, le droit d'organisation pour les ouvriers (parti et syndicats), l'arrêt du financement des cultes par l'État, la journée de 8 heures, l'interdiction du travail des enfants, l'égalité de salaire pour les travailleurs (étrangers, hommes, femmes...), le

salaire minimum et les pensions pour les invalides (vieux et accidents du travail...).

Mais ce programme ne fait pas l'unanimité. En 1880, les « corporatistes » quittent le Parti ouvrier. En 1880, les « corporatistes » aussi ; en 1881, les anarchistes, puis les blanquistes autour d'Édouard Vaillant. En 1882, une importante scission menée par Paul Brousse et d'anciens bakouninistes coupe le parti en deux. La fraction « possibiliste » (en référence à ce qui est possible dans le cadre du capitalisme) dénonce le marxisme, promeut un « socialisme d'État » qui par des « réformes municipales » amènerait le prolétariat à prendre le pouvoir peu à peu et pacifiquement. Le PO maintient le cap.

Le premier grand effort révolutionnaire du Parti ouvrier sera de s'emparer du pouvoir central ; tant que cette place forte de la bourgeoisie ne sera pas conquise, toutes les réformes ouvrières seront refusées, même les plus urgentes, ou si elles sont accordées, elles le seront si chichement qu'elles seront illusoire et ne tourneront qu'au profit de la classe capitaliste. (Paul Lafargue, Le Communisme et les services publics, 1882, Archive internet des marxistes)

L'IMPLANTATION DU PARTI OUVRIER

Marx meurt en 1883. Une pléiade de cadres révolutionnaires s'efforce, à travers l'Europe, de construire des partis sur la base de sa théorie et mènent d'ardentes polémiques : Guesde et Lafargue en France, Liebknecht, Bebel, Kautsky et Bernstein en Allemagne, Adler en Autriche, Labriola et Ferri en Italie, Luxemburg et Marchlewski en Pologne, Plekhanov et Lénine en Russie, Pannekoek aux Pays-Bas...

Grâce à l'amnistie des communards en 1882, Lafargue peut revenir en France. Le Parti ouvrier s'implante dans plusieurs villes ouvrières. Malgré les efforts de Lafargue et de Guesde, il ne croît pas autant que son homologue allemand, le SPD. C'est qu'en France, le mouvement « socialiste » est éparpillé entre de multiples groupes et les syndicats se construisent largement en dehors de lui. Le PO ne tient qu'un congrès entre 1882 et 1890. Sa direction repose, de manière autoritaire parfois, sur les épaules de Guesde, rédacteur en chef et principal orateur du parti.

Le 14 juillet 1889, une conférence internationale se tient à Paris pour unifier les partis ouvriers d'Europe, notamment les deux grandes scissions françaises, marxistes et possibilistes. Ces derniers refusent cette initiative des sociaux-démocrates allemands, c'est avec le PO que se tient la conférence qui sera considérée plus tard comme celle de la fondation de l'IO (2^e Internationale). Les motions adoptées pour la journée de 8 heures et la participation aux élections excluent les anarchistes qui s'étaient présentés à l'invitation. L'IO choisira la date du 1^{er} mai comme journée mondiale du combat des travail-

leurs pour la journée de 8 heures, à partir de l'exemple des travailleurs américains.

Chaque ouvrier qui manifeste le 1^{er} mai, a la conviction que les ouvriers du monde entier agissent et sentent comme lui. Il peut se trouver isolé en quelque coin du pays, il sait que la manifestation répond au célèbre mot d'ordre lancé par Marx et Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » ; l'internationalisme imprime à la manifestation de mai un cachet particulier, presque mystique. (Paul Lafargue, La boucherie de Fourmies, 1891, Archive internet des marxistes)

Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies (Nord), la manifestation que le patronat a voulu interdire est attaquée par la police qui tue neuf ouvriers dont deux adolescents. Des grandes manifestations de protestation ont lieu les jours suivants. Ayant fait une conférence du PO dans la région quelques jours avant, Lafargue est accusé de « provocation au meurtre » et condamné à un an de prison par la justice de la 3^e République.

Le PO, aux élections législatives suivantes, présente Lafargue qui est élu. Appliquant le programme de 1880, le député Lafargue, avec les 3 autres élus du PO, présente plusieurs projets de loi : séparation de l'Église de l'État, égalité de salaire pour les ouvriers étrangers, instauration d'un congé et de caisses de maternité pour les femmes avant et après l'accouchement. Aucun de ces projets ne vit le jour. Lafargue perdra son siège aux élections suivantes et ne sera plus jamais député.

S'appuyant sur l'Internationale, l'organisation de Lafargue et de Guesde devient un véritable parti, passant de 2 000 membres en 1889 à 20 000 en 1905, surtout ouvriers, employés et paysans.

CONTRE LA PARTICIPATION

À TOUT GOUVERNEMENT BOURGEOIS

En juin 1899, Millerand, le chef des « socialistes indépendants », accepte de devenir ministre du Commerce. Dans ce gouvernement de Waldeck-Rousseau siège le général Gallifet, bourreau de la Commune de Paris. Il anticipe les unions sacrées et les fronts populaires.

Alors que Jaurès, les « possibilistes », les partis de Brousse et d'Allemane soutiennent Millerand, Lafargue exige, avec Guesde, son exclusion du groupe parlementaire socialiste.



Le Parti socialiste n'est pas et ne peut devenir un parti parlementaire, puisque le parlementarisme est la forme gouvernementale spécifique de la classe capitaliste. Mais, bien qu'il ait pour mission d'abolir le parlementarisme, il est cependant forcé de se servir des moyens qu'il lui offre pour s'organiser et battre en brèche la puissance politique du capital : c'est ainsi que, destiné à supprimer la guerre, il sera cependant obligé d'employer les canons et les fusils pour accomplir la révolution sociale. (Paul Lafargue, Le Socialisme et la conquête des pouvoirs publics, 1899, in Paresse et révolution, Tallandier, 2009, p. 260)

Le CRC et le POF signent une déclaration commune.

Le Parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne saurait être ou devenir qu'un instrument de conservation ou d'oppression sociale.

Lorsqu'en décembre 1899 se tient le « congrès des organisations socialistes », deux camps se font face : pour ou contre Millerand. Le congrès adopte la motion proposée par Guesde : « La lutte des classes ne permet pas l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement bourgeois ».

L'Internationale se divise aussi sur la question.

Avec l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement, la domination de classe continuant à exister, le gouvernement bourgeois ne se transforme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois... L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'État bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'État bourgeois. (Rosa Luxemburg, Affaire Dreyfus et cas Millerand, 1899, in Le Socialisme en France, Belfond, 1971, p. 85)

Lors du congrès de Paris de l'IO, en 1900, Karl Kautsky fait adopter une motion de compromis qui condamne Millerand sans interdire toute participation à un gouvernement bourgeois.

LES DÉVIATIONS PATRIOTIQUES DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Malgré les conseils de Marx et d'Engels, Jules Guesde parle plus souvent de « collectivisme » que de « communisme ». Le PO ne fera guère connaître les textes de Marx sur les leçons des révolutions européennes de 1848, sur les leçons de la Commune de 1871. Il va progressivement se scléroser et subir la pression du nationalisme revanchard alimenté, comme l'avait prédit l'AIT, par la confiscation par l'empire allemand de l'Alsace et de la Lorraine en 1871. Il vacille devant la popularité du général Boulanger, il refuse de combattre pour la laïcité, il hésite

à défendre Dreyfus, il néglige l'intervention dans les syndicats...

En juin 1893, il ajoute le terme « français » à son nom. Comme le CRC blanquiste, le POF de Lafargue et Guesde tablent sur le rôle international que la France aurait à jouer, au vu de son passé « révolutionnaire » de 1789. En 1893, le Parti ouvrier français « s'empare du mot de patrie comme on enlève un drapeau à l'ennemi » et explique que « voter Jules Guesde, c'est voter pour l'Alsace-Lorraine ». Cette argumentation sera reprise par le PCF à partir de 1934.

Engels tente d'enrayer cette tendance.

L'émancipation prolétarienne ne peut être qu'un fait international, si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendrez impossible...

*La forme républicaine n'est plus que la simple négation de la monarchie et le bouleversement de la monarchie s'accomplira comme simple corollaire de la révolution ; en Allemagne, les partis bourgeois sont si achevés que nous devons passer immédiatement de la monarchie à la république sociale. Vous ne pouvez donc pas opposer votre république bourgeoise aux monarchies comme une chose à laquelle les autres nations auraient à aspirer. (Friedrich Engels, Lettre à Paul Lafargue, 1893, in *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 4, p. 76)*

En 1895, Engels meurt. Lafargue fait adopter au congrès de Mulhouse de 1898 une résolution :

Le nationalisme est un moyen de diviser et d'armer les uns contre les autres les travailleurs dont

l'affranchissement est subordonné à leur union internationaliste.

Il ne rate jamais l'occasion de lutter contre l'oppression nationale, au contraire des nombreux socialistes (comme Jaurès) si complaisant avec le colonialisme de la 3^e République bourgeoise.

*Le socialisme est le seul parti qui, dans l'histoire, reconnaît l'égalité des races et des sexes. Les socialistes des États-Unis travaillent à unir les ouvriers blancs et noirs ; ils y parviendront, comme nous sommes arrivés à associer les ouvriers italiens et français à Marseille. L'émancipation du travail n'est possible que par l'entente et l'union intime des opprimés du capital, sans distinction de sexes, de races et de nationalités. (Paul Lafargue, *La Race noire et le socialisme*, 1^{er} avril 1901, in *Paresse et révolution*, Tallandier, 2009, p. 346)*

Mais, laissé à lui-même après la mort d'Engels et de Lafargue, Guesde suivra cette pente :

*L'attrait de l'expansion coloniale n'épargne pas les guesdistes. Ainsi présentent-ils, en 1912, un projet de colonisation du Maroc –encore à cette date un État souverain- en y implantant pacifiquement de « laborieux travailleurs français ». (Jacques Ker-goat, *Le Parti socialiste de la Commune à nos jours*, Le Sycomore, 1983, p. 80)*

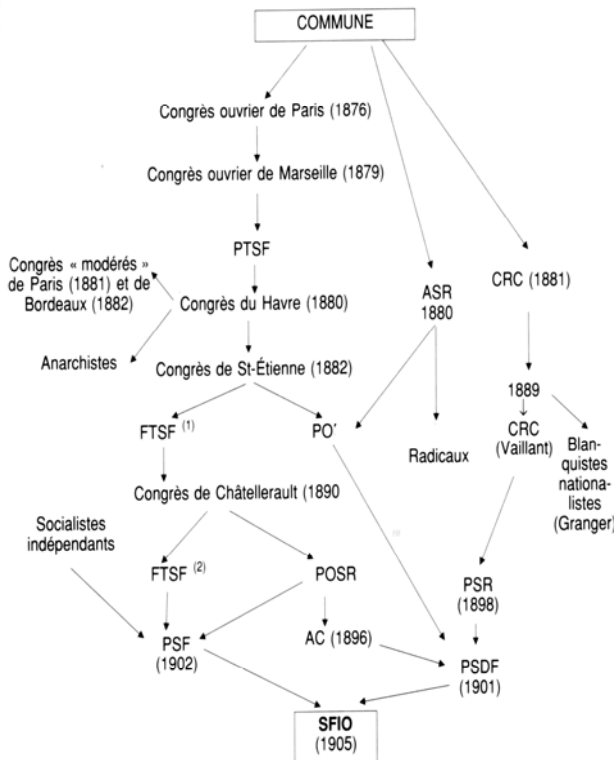
L'INTÉGRATION AU PS-SFIO

Les dirigeants français du PO-POF n'ont jamais maîtrisé la théorie de Marx. Mais leur évolution est différente : au fil du temps, Guesde est de plus en plus stérile, remplaçant l'analyse par des formules toutes faites, tout en cédant au nationalisme, alors que Lafargue tente encore de répondre aux questions de son temps.

*La phénoménale puissançiation de la production pendant ces dix années de trusts, a déjà forcé la République américaine à abandonner sa politique traditionnelle pour se lancer dans l'impérialisme, afin de conquérir des débouchés à son industrie trustifiée. Les trusts, de leur côté, trouvant trop étroit le champ national, envahissent le marché international. (Paul Lafargue, *Les Trusts américains*, 1903, *Archive internet des marxistes*)*

Au sein de l'Internationale, d'autres, il est vrai plus jeunes, s'efforcent de fournir une explication théorique aux bouleversements de l'économie capitaliste mondiale : Rudolf Hilferding rédige à Vienne en 1905 *Le Capital financier* qui sera édité en 1910 et influencera les travaux ultérieurs de Boukharine et Lénine sur l'impérialisme. Rosa Luxemburg publie *L'Accumulation du capital* à Berlin en 1913.

L'Internationale ouvrière oeuvre dans tous les pays à l'unification des socialistes. Paul Lafargue participe ainsi en 1905 à la naissance du Parti socialiste unifié, section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) qui regroupe tous les composantes du socialisme français. Pourtant, des divergences se révèlent déjà insurmontables en Russie (entre PSR et POSDR) et en Pologne (entre le PSP et le SDKP) ; elles se creusent en Ita-



lie, aux Pays-Bas, en Bulgarie, en Russie (entre le POSDR menchevik et le POSDR bolchevik).

Le capitalisme entre dans sa phase impérialiste, de déclin historique. Alors, les dissensions internes au mouvement ouvrier changent de nature, elles ne reflètent plus seulement les difficultés à s'émanciper du mouvement démocratique bourgeois et petit-bourgeois, à élaborer la théorie du mode de production capitaliste, à concevoir des réponses stratégiques et tactiques face à tous les problèmes de la lutte des classes. Le « révisionnisme », le « ministérialisme », le social-colonialisme, le social-patriotisme sont les manifestations d'une « aristocratie ouvrière » dans les pays impérialistes et surtout de la transformation en « bureaucratie ouvrière » de certains appareils des syndicats et des partis ouvriers, corrompus par la classe dominante et tendant à s'intégrer à l'État bourgeois.

Durant toute l'existence de la 2^e Internationale, une lutte s'est poursuivie à l'intérieur de tous les partis sociaux-démocrates entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y a eu scission sur ce point (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie). Aucun marxiste ne doutait que l'opportunisme fût l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite-bourgeoisie et de l'alliance avec « leur » bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.

*Les conditions objectives de la fin du XIX^e siècle renforçaient tout particulièrement l'opportunisme, l'utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard ; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis sociaux-démocrates nombre de « compagnons de route » petits-bourgeois. (Vladimir Lénine, *Le Socialisme et la guerre*, 1915, GB, p. 14)*

Dans ces circonstances, l'unification vient bien tard. Le parti unifié ne constitue pas une arène plus vaste pour une fraction marxiste et internationaliste car elle a disparu en France avec la dégénérescence du courant « guesdiste ». Jaurès, avec son journal *l'Humanité*, dirige de fait la SFIO. Le « blanquiste » Vaillant et le « marxiste » Guesde deviennent de plus en plus chauvins au fur et à mesure que la République française prépare le conflit entre puissances impérialistes.

Lafargue est mort avant que, en 1914, Jaurès soit assassiné et que Guesde se rallie à la « guerre patriotique », avec le Parti socialiste SFIO et la CGT anarcho-syndicaliste. L'ancien adversaire de Millerand devient ministre.

Monsieur le ministre... Vous avez transformé le Parti socialiste en un chœur docile accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste, à l'époque

*où la société bourgeoise dévoilait jusqu'au fond sa véritable nature. (Léon Trotsky, *Lettre à Jules Guesde*, 1916, in *Le Mouvement communiste en France*, Minit, 1967, p. 45)*

HONNEUR À LAFARGUE, HONNÊTE DISCIPLE DE MARX ET D'ENGELS !

Lafargue ne pensait pas qu'une guerre ravagerait l'Europe, mais il manifesta une certaine prescience de la possibilité de la transformation de la boucherie capitaliste en une révolution prolétarienne.

*En effet, une guerre européenne enrôlerait sous les drapeaux tous les hommes valides : les ateliers se videraient, les moissons dans les campagnes pourraient sur pied et la terre, non labourée et ensemencée, ne porterait pas de récoltes. Quand la guerre, victorieuse ou malheureuse, se serait terminée, la population de deux pays ennemis serait ruinée et sans pain : les ouvriers auraient les armes à la main. « Qui a des fusils a du pain ! » disait Blanqui. Une guerre européenne déchaînerait la révolution sociale dans le monde capitaliste. (Paul Lafargue, *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire*, 1895, in *Paresse et révolution*, Tallandier, 2009, p. 237)*



Seul un parti se révélera capable d'accomplir cette tâche en 1917, le Parti bolchevik, parce qu'il est né dans le cadre de l'IO, a appris à gagner la confiance de l'avant-garde des travailleurs en répondant à toutes les questions démocratiques (dont l'oppression des minorités nationales et religieuses), en participant à des élections, en lut-

tant dans les syndicats les plus réactionnaires, en ne faisant jamais confiance à sa bourgeoisie, en ne cédant jamais au nationalisme russe, en préparant l'heure de l'insurrection.

Aux yeux des sociaux-démocrates russes, la personnalité de Lafargue aura réuni deux époques : celle où la jeunesse révolutionnaire de France se joignait aux ouvriers français pour monter à l'assaut d'empire au nom des idées républicaines ; celle où le prolétariat français, guidé par les marxistes, a mené une lutte de classe énergique contre tout le régime bourgeois, se préparant à la lutte finale contre la bourgeoisie, pour le socialisme...

*En Europe se multiplient de plus en plus les signes précurseurs de la fin de l'époque où dominait le parlementarisme bourgeois, soi-disant pacifique, époque qui cédera la place à celle des combats révolutionnaires du prolétariat, organisé et éduqué dans l'esprit des idées du marxisme, qui renversera le pouvoir de la bourgeoisie et instaurera l'ordre communiste. (Lénine, *Discours aux obsèques de Paul et Laura Lafargue*, 1911, *Œuvres*, Progrès, 1968, t. 17, p. 308)*